



> Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain

Assemblée Générale de l'IR DSU, Metz, jeudi 22 mars 2012

Lettre ouverte aux candidats aux élections présidentielles et législatives de 2012 « Pour une Politique de la Ville ambitieuse »

Le débat électoral actuel a encore peu porté sur les «banlieues» ou reste très en surface. **Il n'est pas à la hauteur des difficultés des quartiers populaires et des enjeux d'une «Politique de la Ville» aujourd'hui en panne. Or, la période qui s'ouvre entre 2012 et les élections locales de 2014 est stratégique pour redéfinir et relancer cette politique.**

A la veille des élections nationales, nous souhaitons rappeler nos analyses et nos propositions aux candidats concernant l'avenir de la Politique de la Ville et du Développement Social Urbain.

Des constats alarmants

La situation des habitants des quartiers populaires est **très préoccupante**, d'autant plus que le contexte politique, économique et social **paralyse le débat** de la campagne électorale sur le sujet. **La stigmatisation, l'exclusion, et la discrimination** dans notre société sont de plus en plus fortes : quartiers, pauvres, chômeurs, jeunes, immigrés, musulmans... Cette situation est **très dangereuse pour le «vivre ensemble»** de notre pays. Et de nombreux acteurs et experts notent **un affaiblissement grandissant et inquiétant du Politique et un recul de la démocratie dans notre pays**. Dans les quartiers populaires les taux d'abstentions sont d'ailleurs très forts.

Le rapport 2011 de «l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles» fait à nouveau état de **la dégradation de la situation des quartiers dits «sensibles»**. Les chiffres sur l'emploi, l'éducation et la santé en sont les symboles les plus clairs. Ils montrent comment les habitants de ces quartiers souffrent particulièrement de la crise et témoignent de **la très grande difficulté des politiques publiques - nationales et locales - à lutter contre les causes profondes de la situation**.

Or, dans le cadre de la «Réforme Générale des Politiques Publiques» et de la politique de rigueur budgétaire, nous observons dans les quartiers **une dégradation constante des moyens des services publics de l'Etat - notamment humains** - dans les domaines comme l'éducation, l'emploi, la santé, la sécurité ou la justice.

Les **collectivités locales sont à présent touchées**, notamment des villes, petites et moyennes, qui n'ont plus de marge de manœuvre pour faire face aux désengagements importants de l'Etat. **Certaines villes se retrouvent dans des situations de décrochage**, cumulant les difficultés de leurs quartiers avec une situation financière parfois très tendue, et dans un bassin économique lui-même en crise. Et certaines collectivités locales riches ou pauvres mènent une politique locale qui n'est **pas à la hauteur** des enjeux républicains de solidarité et délaissent les quartiers populaires.

Les élus, les professionnels et les militants associatifs dénoncent **une politique de l'Etat qui se réduit peu à peu au «dialogue de gestion»** et perd sa capacité à réguler et à s'impliquer sur les projets de fond avec les partenaires locaux.

Quant au tissu associatif, élément-clé de la politique en faveur des quartiers, il est frappé de plein fouet : baisse de financement drastique, logique instrumentalisante des dispositifs ...

Mais des atouts et des perspectives existent pour demain

Prévue en 2009, la réforme de la Politique de la Ville a été repoussée à 2014 et de nombreuses réformes sur les autres politiques publiques sont inadaptées aux habitants des quartiers. **Cependant, les ressources, les savoir-faire et le potentiel des habitants, associations, services publics, élus et entreprises sont inestimables. De très nombreuses actions démontrent que le « mieux vivre, ensemble » marche, pour peu qu'on veuille le voir !**

Un changement de vision de la Politique de la Ville et des autres politiques publiques est nécessaire, pour réaffirmer l'ambition de cette Politique au service des Villes : le développement et la lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Nous nous retrouvons d'ailleurs dans la majorité des analyses et propositions de l'association des Maires Villes et Banlieue de France de mars 2012, « *120 maires, 120 propositions, Pour un Engagement National auprès des quartiers* » du 9 mars 2012.

(Voir : <http://www.ville-et-banlieue.org/wp-content/uploads/2012/03/120propositions.pdf>).

Car la relance de la Politique de la Ville et des quartiers populaires doit selon nous passer par des mesures fortes suite aux élections nationales de 2012, sous l'impulsion de l'Etat, des élus locaux, de la société civile et des acteurs économiques :

1– **Un changement du discours politique sur ces quartiers, leurs populations et plus largement sur « le mieux vivre, ensemble » dans notre société.** L'Autre est bien plus une richesse qu'une menace pour soi et ses proches ; le mieux vivre de chacun passe par le vivre ensemble, même pour les plus favorisés, et il faut que nos élus le disent et le redisent ;

2– **Un renouveau de la démocratie et de la confiance** par la mise en place **de politiques publiques très volontaristes de «développement du pouvoir d'agir des citoyens» et de démocratie participative réelle**, afin de lutter contre l'exclusion sociale et politique des populations précarisées ;

3– **La préservation des services publics** et moyens de droit commun dans les quartiers (éducation, emploi, santé, police, justice ...), avec une attention très forte pour les collectivités les plus en difficulté et **un moratoire sur la «RGPP» ;**

4– **Le renforcement de la solidarité entre villes** par une nouvelle avancée de la réforme de **la péréquation financière** entre villes riches et villes pauvres - juste revendications des élus de « banlieues » - et par la **construction massive de logements sociaux**, bien au-delà des obligations de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU);

5– **Une vraie relance des politiques de l'emploi, d'éducation, de santé** (notamment des démarches de santé communautaire) et de développement de **l'Economie Sociale et Solidaire ;**

6– **Le rééquilibrage de la politique de prévention de la délinquance** vers son volet préventif et éducatif, car elle ne peut pas se réduire à la vidéosurveillance et aux dispositifs répressifs ;

7 – **Des politiques de rénovation urbaine ciblées** sur les quartiers qui en ont le plus besoin, moins normatives et moins dissociées du développement social ;

8- **L'amélioration de la gouvernance locale, politique et technique autour d'un «Projet de Territoire durable»** qui doit précéder d'élaboration du prochain contrat et fédérer les acteurs.

9- **Le développement du soutien à l'ingénierie du développement local** et la promotion des organisations des collectivités locales qui articulent mieux les dimensions sociales, urbaines, économiques et environnementales du Projet de Territoire.

Il est nécessaire de reprendre le débat sur l'avenir des quartiers populaires pour obtenir des réformes efficaces et fédératrices de la Politique de la Ville comme des politiques de droit commun.

Ce débat devra **mieux associer l'ensemble des acteurs concernées** : Etat et élus, mais aussi les représentants associatifs, les professionnels, les acteurs économiques, et avec l'appui des chercheurs. **Des Assises nationales** régulières permettront de « reprendre la main » collectivement.

Et nous avons aussi la conviction que cette réflexion doit s'inscrire **dans une perspective plus large de la «Ville durable»**. Car c'est en croisant l'expérience de la Politique de la Ville et du Développement Durable, comme ont commencé à le faire certaines communes et acteurs, que **les quartiers populaires peuvent devenir le laboratoire de la «Ville durable de demain»**, participative et solidaire, protectrice de l'environnement, soucieuse d'un développement économique au service de l'homme et s'appuyant sur le pouvoir d'agir des citoyens.

INTER-RESEAUX DES PROFESSIONNELS DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

L'IR DSU est une association qui regroupe 15 réseaux régionaux de professionnels en charge de la Politique de la Ville et 170 collectivités territoriales abonnées. Elle touche actuellement **7800 professionnels** et partenaires (chefs de projets, agents de développement, chargés de mission, directeurs territoriaux, services des collectivités, généralistes ou spécialisés, quartier/ville/agglomération).

Basé sur le partage d'expériences, la mutualisation et le travail collaboratif, l'IRDSU vise à :

- Promouvoir le Développement Social Urbain au service de projets de territoire durables, participatifs et solidaires
- Participer à la valorisation et à la structuration des métiers, de l'ingénierie et des pratiques du développement territorial
- Contribuer à fédérer et à qualifier les professionnels dans leurs missions

Contacts :

- **Sylvie REBIERE-POUYADE / Présidente de l'IRDSU** - Présidente du réseau DSU Aquitaine - Directrice du GIP DSU de l'Agglomération Bayonnaise - s.rebiere-pouyade@cvab.fr

- **Etienne VARAUT – Vice-président de l'IRDSU - Membre du Conseil National des Villes** – Vice-président du réseau DSU Ile-de-France - Chef de projet de Bobigny - contrat.ville@ville-bobigny.fr

- **Marc VALETTE / Benoît BOISSIERE – Chargés de développement de l'IRDSU**
02 40 89 10 18 - contact@irdsu.net

www.irdsu.net